

Clientélisme et mobilisation électorale en Argentine. Eléments pour une analyse socio-historique

Gabriel Vommaro (UNGS-CONICET)

Résumé

Cette communication a pour but de retracer deux éléments liés à l'histoire des mobilisations électorales en Argentine, depuis les années de la révolution d'indépendance (1810) jusqu'au présent. D'une part, il s'agit d'analyser la transformation des dispositifs de mobilisation politique des électeurs, notamment ceux liés aux rapports politiques d'interconnaissance, construits à l'échelle locale dans des espaces de sociabilité politique où cette activité d'entremêle avec des sociabilités familiales, culturelles, etc., trop souvent laissées à l'écarte dans des définitions normatives de la formation des citoyens-électeurs. D'autre part, nous saisissons les querelles morales autour de ces différents types de mobilisation politique, et nous verrons comment, dans des différents moments de l'histoire du pays, le contrôle des élections et des électeurs a été un enjeu central des combats politiques, les opposants mobilisant des formes de disqualification des adversaires liées à la dénonciation de la fraude, pendant les périodes d'hégémonie conservatrice et militaire, et du clientélisme et du patronage, pendant les années d'hégémonie des partis national-populaires dominants pendant le XX^{ème} siècle : le radicalisme et le péronisme. Dans le contexte de l'affaiblissement du pouvoir de mobilisation de ces forces politiques, l'association entre clientélisme et puissance électorale devient un lieu commun à la fois du débat public et des analyses savantes.

1. Clientélisme et mobilisation au XIX siècle : de la Révolution de 1810 à la Loi Sáenz Peña de 1912

La question du clientélisme apparaît en Argentine depuis le début du processus d'indépendance, notamment associée à la construction des électeurs et des pratiques de vote. La délimitation d'un nouveau corps électoral, la mobilisation des électeurs jusqu'alors peu habitués à ces pratiques, la construction de partis

politiques capables d'entreprendre cet encadrement des nouveaux citoyens deviennent des problèmes pratiques pour les acteurs de l'époque.

Les Etats latinoaméricains ont été fondés à partir des accords entre des élites provinciales et régionales (Lynch, 1991). Le cas argentin ne fait pas l'exception. Tulio Halperín Donghi (1972) décrit les difficultés des élites politiques révolutionnaires pour créer un ordre politique durable sous la base d'un Etat centralisé et puissant, après la chute du pouvoir espagnol. Dans ce contexte, les classes populaires avaient un statut ambigu : elles étaient mobilisées mais notamment pour soutenir l'un des camps dans les conflits entre les élites, et ainsi leurs formes d'intervention politique étaient contrôlées par ces dernières (Di Meglio, 2001 : pp. 20-22).

Le suffrage direct, universel et masculin établi à Buenos Aires en 1821 ouvre une nouvelle dynamique politique où la mobilisation des électeurs est au premier rang (Ternavasio, 1995 : p. 65). Faire voter les gens devient un enjeu central. Comme le montre Marcela Ternavasio (1995 : p. 85), cette mobilisation suit de différentes logiques. D'abord, les « leaders naturels » mobilisent leurs réseaux de relations forgées sous la logique des hiérarchies institutionnelles (notamment des chefs militaires et de police, la garde nationale, et plus tard les bureaux municipaux) comme des réseaux de clientèle politique. Le développement naissant des états municipaux et provinciaux fait des emplois publics une source de construction de loyautés politiques, ainsi que de rétribution des militants proches. Les forces de sécurité et l'armée, ayant une forte présence territoriale et remplissant des fonctions liées au vote – par exemple, la garde nationale gérait les inscriptions sur les listes électorales –, étaient placées au cœur des pratiques de contrôle des dispositifs électoraux et des électeurs. Les *jueces de paz* (juges de paix), des agents chargés de résoudre les petits conflits locaux, jouent aussi un rôle électoral fondamental. En mobilisant leur savoir faire relationnel, ainsi que leur connaissance des voisins, ils travaillent pour encadrer le vote des électeurs, tout en devenant des organisateurs des élections en milieu rural. Ensuite, des petits patrons d'ateliers et de commerces convoquent leurs employés en soutien des candidats avec lesquels ils ont noué des liens politiques. La définition des listes de candidats est dans ce contexte un premier moment où ces tissus politiques se

mettent en jeu et s'organisent. Trouver une place dans les listes pour des personnes ayant influence sur différents territoires représente une forme de garantir le soutien des réseaux qu'ils mobilisent. Le deuxième moment ayant un poids important pour la définition du résultat des élections est la désignation des membres des bureaux de vote, disposés dans les paroisses catholiques de quartier. Ces membres fonctionnent comme des garants du bon déroulement des élections, en définissant sur place qui peut voter (les listes électorales n'étant encore pas bien délimitées), en interdisant certaines formes de coercition des électeurs, etc. En 1863, on décide nommer les juges de paix présidents de bureaux de vote. Depuis 1873, un tirage au sort définit leurs membres (Sábato, 1995 : p. 112).

Or, l'efficacité de la mobilisation électorale, même par des mécanismes clientélares, reste contestée. La distance entre le corps électoral légal et le réel demeure de grande taille. Les élections sont une affaire des élites locales, et les dénonciations de fraude et de manipulation des électeurs une stratégie des lutes entre ces élites (Annino, 1995 : p. 16). Selon Paula Alonso, au milieu du XIX^{ème} siècle seulement la moitié des hommes pouvant voter étaient inscrits sur les listes, et parmi ceux qui y étaient inscrits, seulement environ 50% votaient (Alonso, 1993 : p. 474). Pour Hilda Sábato la participation électorale était encore plus faible. Même si des élections avaient lieu de façon assidue, voire plusieurs fois par an (Sábato, 1995 : p. 111), le vote n'était pas une activité attirante pour les nouveaux citoyens argentins ; un espace public fleurissant existait au-delà du moment électoral (Sábato, 1992). Selon cette historienne, l'un des facteurs tenant les majorités à l'écart était l'usage de la violence. Tant l'élection des présidents des bureaux de vote que le contrôle du flux de votants étaient l'occasion de bagarres affrontant à coup de feu des groupes politiques opposés, dirigés par des chefs politiques locaux, parfois des personnes ayant une position sociale élevée, agissant au nom d'un dirigeant placé plus haut (un député, un sénateur). Les clients mobilisés faisaient partie de ces « troupes » qui se disputaient le contrôle des paroisses. Le vote devenait ainsi, selon H. Sábato, une pratique collective contrôlée, excluant « les gens honnêtes », comme dénonçait un journal conservateur de l'époque (*La Tribuna*, cité in Sábato, 1995 : p. 119). Probablement en vertu de l'importance de l'investissement physique demandé, les jeunes faisaient la

majorité dans les électeurs effectifs (Sábato, 1995 : p. 122). Parmi eux, les couches plus basses des classes populaires fournissaient les principaux effectifs.

La violence était au centre des journées électorales, tous les dirigeants politiques devant nouer des liens avec des fonctionnaires des différentes forces de sécurité, ainsi qu'avec l'armée (plusieurs d'entre eux faisaient eux mêmes parti des forcés armées) (Sábato et Palti, 1990 : p. 405 ; p. 407). Toutefois, il ne faut pas penser que seulement les faits de violence concentraient les énergies électorales et les logiques de construction de clientèles. Au contraire, les dirigeants politiques locaux organisaient un travail permanent de recrutement et de mobilisation des clientèles dans les *clubs*, le *locus* de la vie politique électorale dans la deuxième moitié du XIXème siècle. Ces clubs consacraient une bonne partie de leurs activités à la définition des listes de candidats, la préparation de la mobilisation des groupes d'électeurs, et la préparation des tactiques de « bataille » pour contrôler les bureaux de vote. Ils étaient distribués dans toutes les circonscriptions électorales, sous la forme des clubs paroissiaux. Hilda Sábato et Elías Palti font référence à des complexes liens de clientélisme » façonnant les clubs (1990 : p. 406). Ils ne montrent pas pour autant de quoi étaient faits ces liens. La description des rapports de clientèle à cette époque reste un vide dans l'historiographie.

La création d'un grand parti national des élites en 1874, le Parti Autonomiste National (PAN), issu de l'unification du Parti Nationaliste et du Parti Autonomiste, tentait d'organiser la concurrence entre les groupes dominants (Botana, 1977). La crise économique éclatée en 1890 a menacé la stabilité politique établie pendant plus d'une décennie. Un nouveau parti politique, l'Union Civique, fracture le consensus des élites. Une révolution est organisée par les nouveaux arrivants cherchant à « détruire la machine d'oppression et de corruption du gouvernement », selon Leandro N. Alem, qui a été avec Bartolomé Mitre l'un des fondateurs du nouveau parti. Toutes les révolutions organisées jusqu'en 1912 mobiliseront le drapeau de la Constitution (Persello, 2011 : pp. 81-84 ; p. 87). Des nouvelles énergies politiques mobilisées transformeront progressivement les logiques de construction politico-électorale et le fonctionnement des machines politiques. Selon Paula Alonso la participation de l'Union Civique, et notamment de l'Union Civique Radicale (UCR) – une scission de

la première n'acceptant pas négocier une réintégration au « régime » conservateur – aux élections coïncide avec une augmentation des taux de participation. Elle favorise que les élections cessent d'être une affaire des élites et des couches plus basses de la société pour attirer d'autres groupes sociaux. Le caractère fort concurrentiel des élections, notamment dans certains districts, comme la ville de Buenos Aires, apparaît comme un facteur de poids expliquant l'arrivée de ces nouvelles contingents mobilisés (Alonso, 1993 : p. 470).

Les demandes de réforme des pratiques électorales permettant de limiter la violence et la fraude, ainsi que d'attirer un plus grand nombre d'électeurs, laissent d'être formulées par les groupes marginaux pour devenir un mot d'ordre des débats de l'époque. La réaction des élites conservatrices arrivera en 1912, lorsque le Congrès légifère une loi habilitant le vote universel masculin secret et obligatoire, promouvant à la fois l'élargissement de la participation et la protection des électeurs des manipulations et coercitions. L'isoloir s'installe comme symbole d'une nouvelle ère politique.

La réforme électorale divise les conservateurs (Béjar, 2002). Dans la province de Buenos Aires, le puissant parti conservateur essaye de maintenir son pouvoir sur la base du renforcement des réseaux politiques municipaux (Béjar, 2001 : p. 109-111). La position du leader Marcelino Ugarte se voit renforcée. Il gère la réforme afin qu'elle ne nuise pas le pouvoir territorial de son parti (Tato, 2005 : p. 147).

Au niveau national, la loi 1912 représente le point de départ d'une augmentation des taux de participation : pour exemple, lors des législatives de 1914, le 62,8% des électeurs y participe, la moyenne étant de 5% avant 1912. La participation des immigrants demeure peu importante (Cornblit, 1967). L'UCR l'emporte lors des élections provinciales à Santa Fe (1912), Entre Ríos (1914) et Córdoba (1915). Son leader après le suicide de L. N. Alem, Hipólito Yrigoyen, arrive au pouvoir en 1916, lors des premières présidentielles sous la nouvelle loi.

1.2. Les radicaux et la modernisation de la participation politique

Depuis les travaux classiques de David Rock (1977), les historiens accordent en signaler que, loin de représenter la fin des réseaux de clientèle,

l'arrivée des radicaux au pouvoir eut être vue comme l'occasion de leur modernisation. Les comités de quartier du nouveau parti fonctionnaient comme des espaces de recrutement, de sociabilité politique et de distribution de biens au niveau local. Le contrôle de l'Etat par les radicaux leur permet de multiplier les pratiques de patronage, assurant l'accès de nouveaux groupes sociaux à l'emploi public, notamment des nouvelles classes moyennes. Les travaux de D. Rock soulignent le rôle joué par la distribution de biens et surtout d'emplois publics dans la construction des loyautés vis-à-vis du nouveau gouvernement. Toutefois, l'auteur ne fournit pas d'éléments empiriques prouvant la façon dont ces liens basés sur des échanges de biens réussissaient à fidéliser une clientèle. Plus récemment, d'autres travaux ont souligné l'importance des rapports affectifs et moraux comme des facteurs expliquant les adhésions au parti. D'une part, loin de mobiliser un discours particulariste, l'encadrement local des radicaux visait à établir des liens basés sur la figure du citoyen et la notion de droits politiques (Vidal, 2013 : p. 136). D'autre part, le lien organisationnel et organique noué avec le parti entraînait et était favorisé par le soutien des personnes aux « sentiments » radicaux – la défense de la Constitution comme lutte contre les privilèges politiques – ainsi que par le pouvoir symbolique exercé par le leader, qui apparaissait comme garant de cette lutte (Horowitz, 2007). Joel Horowitz étudie de près le fonctionnement du recrutement des emplois publics dans la mairie de Buenos Aires. Il montre que le complexe système de patronage monté sur la structure étatique municipale ne peut pas être vu comme la seule cause du succès radical. La superposition de médiateurs concurrençant la même clientèle au niveau local (des dirigeants radicaux, socialistes, des sociétés de migrants) empêche de concevoir la distribution de ces biens comme étant le monopôle de certains patrons. Par ailleurs, ces derniers devaient articuler les appartenances partisans avec des nouvelles formes d'adhésion, comme celles éveillées par les clubs de football et les syndicats (2007 : p. 573). Marcela Ferrari décrit en ce sens les pratiques de mise en valeur des ressources d'intermédiation que les dirigeants locaux devaient traduire en ressources politiques pour se faire élire (2008 : p. 172). Les débats autour du patronage et du clientélisme ne sont pas seulement une

affaire des historiens, des accusations en ce sens étant à l'ordre du jour pendant les deux gouvernements d'Irigoyen (1916-1922 et 1928-1930).

Encadré : Socialistes et conservateurs contre la machine électorale radicale

Comme le souligne Ana Persello (2000 : p. 85), les agences étatiques ayant une dimension nationale (la poste, l'agence agricole, les douanes, l'Office national de l'éducation) étaient la cible principale des dénonciations des opposants de l'attribution des postes publics suivant des critères partisans. L'historienne reconstruit une demande d'interpellation du ministre de l'Intérieur de la part des députés du parti socialiste, afin qu'il explique si le gouvernement respectait la loi interdisant que les employés publics fassent de la propagande lors des campagnes électorales. Lorsque le député socialiste Enrique Dickmann accuse les radicaux de manipulation des fonctionnaires publics, le député radical José Rodeyro répond : « L'union civique radicale n'a pas besoin de faire usage de ressources de toute nature pour gagner les élections. Ses forces partisans, trempées par des longues luttes, ont démontré dans toutes les élections auxquels elles ont participées qu'elles peuvent l'emporter tout étant au gouvernement ainsi qu'en l'opposition » (21 décembre 1922, cité in Persello, 2000 : p. 86).

Les conservateurs faisaient le même type de dénonciations. Le journal *La Fronda* demandait une réforme électorale afin de supprimer le droit de vote des employés publics. Lors des élections de 1928, ce journal essayait d'influencer le comportement des fonctionnaires en ironisant sur la question du patronage : « Vous les fonctionnaires : voulez-vous vous faire virer de vos emplois au profit de ceux qui veulent les usurper ? Eh bien, votez pour Mr. Irigoyen lors des élections du 1er avril ! Le grand distributeur a déjà promis formellement à sa clientèle électorale et de banlieue un nombre de postes qui équivaut au triple ou au quadruple du budget disponible » (*La Fronde*, 23 mars 1928, cité in Tato, 2001: p. 159).

Le coup d'Etat de 1930 laisse à voir la déception des élites avec la démocratie du suffrage secret et obligatoire. Si la cible ce n'est pas l'isoloir, c'est au moins le phénomène politique que ce dispositifs a habilité. La chute du

gouvernement d'Yrigoyen est provoquée en partie au nom d'une moralisation de la politique. On parle de « l'échec de la loi Sáenz Peña » (Béjar, 2004 : p. 77). Les élites traditionnelles reprennent le pouvoir politique et le contrôle de l'Etat dans leurs mains. Le Parti conservateur, à l'aide d'un système de fraude systématique, conquête à nouveau le pouvoir dans une bonne partie des provinces. Dans la province de Buenos Aires, il renoue avec les réseaux dominants avant 1916. Le gouvernement de Manuel Fresco rajeunit le tissu politique traditionnel : des nouveaux comités conservateurs se mettent en place, une campagne d'adhésion massive au parti est organisée, des politiques publiques visent à mobiliser les citoyens. Une forme de conservatisme populaires naît alors. La fraude fonctionne comme la garantie du maintien du pouvoir, sachant que les radicaux sont toujours une majorité silencieuse et désarticulée, mais menaçante (Bisso, 2011). L'arrivée du colonel Juan Domingo Perón à la scène politique changera la donne.

2. Une société civile renouvelée : l'avènement du péronisme

L'arrivée du péronisme autour de 1945 a été vue comme le résultat d'un processus de mobilisation social, la classe ouvrière y ayant rôle fondamental. Les thèses sur le rapport de Juan Perón à une nouvelle classe ouvrière peu politisée, et portant un *ethos* politique « traditionnel » (Germani, 1978) ont été contestées par des travaux ultérieurs montrant l'importance des « anciens ouvriers » dans les élites et dans les contingents sociaux soutenant le nouveau mouvement (Del Campo, 1983 ; Torre, 1990). Dans tous les cas, l'historiographie accord en signaler deux types de lien politique structurant la mobilisation politique péroniste : les syndicats, d'une part, encadrant les travailleurs formels, mobilisant un discours de défense des acquis sociaux institués entre 1943 et 1946 ; la Fondation Eva Perón, d'autre part, organisant « les éléments le plus faibles et moins structurés de la société : les pauvres, les femmes, les enfants et les jeunes, ainsi que les sous-employés et les chômeurs » (Plotkin, 1993 : p. 223). La Fondation Eva Perón modernise la bienfaisance auparavant gérée par les femmes des élites politiques et sociales. Elle s'associe dès lors à une entreprise de réparation sociale des *grasitas* (Tenti Fanfani, 1989 : p. 76-77). Selon Mariano Plotkin, étant donné que la Fondation Eva Perón créait des liens de loyauté personnelle avec ceux qui

recevaient des « bénéfiques », ces derniers ne pouvaient pas être perçus comme des droits (1993 : p. 236), à l'inverse du langage dominant le rapport du péronisme aux syndicats. Elle constituerait, en ce sens, la main « clientélaire » du populisme péroniste.

Or, récemment certains historiens ont restitué l'existence d'une sociabilité dense fleurissant pendant les années de ce premier péronisme et échappant à la dichotomie entre travailleurs-sujet de droits et pauvres-clients. Omar Acha (2004) montre comment dans ces années le péronisme absorbe, à la fois que favorise la création de, tout un ensemble d'organisations de la « société politique », car directement en rapport avec l'Etat et le parti péroniste. O. Acha décrit comment les unités de base, des comités partisans péronistes au niveau de quartier, ont été créés par des entrepreneurs politiques locaux. L'hebdomadaire partisan *Mundo peronista* critiquait les pratiques de ces unités de base en signalant qu'elles risquaient de reproduire des pratiques clientélares associées aux conservateurs et aux radicaux de l'« Ancien régime ». Pour l'historien, cette critique est plus une preuve de l'autonomie des unités de base vis-à-vis les tentatives de contrôle « depuis le haut » que un indice des pratiques clientélistes qu'elles auraient pu promouvoir (Acha, 2004 : p. 205). Par ailleurs, selon l'historien, dans les rapports avec le gouvernement ces unités de base mobilisaient un discours certes ancré sur la fidélité au leader et au mouvement péroniste, mais aussi sur une logique de droit, demandant à l'Etat des biens et des services « au nom de la dette sociale » que l'Etat aurait vis-à-vis des classes populaires (Acha, 2004 : p. 216) et donc ayant une légitimité qui dépassait la grammaire des échanges personnalisés.

L'étude menée par Oscar Aelo (2004) sur la vie politique interne du parti péroniste dans la province de Buenos Aires pendant le premier gouvernement de Perón va dans le même sens : elle montre comment les élections internes pour élire les personnes occupant les postes partisans mobilisaient des dirigeants et des militants suivant plus une logique de l'engagement et de l'identification avec une nouvelle « cause » que de la rétribution matérielle gouvernant les rapports de clientèle et les formes de domination centralisées ; ceci notamment jusqu'en 1951, lorsque les stratégies « verticalistes » gagnent du terrain au sein du parti (Aelo, 2004 : pp. 96 et ss.).

3. La crise de l'« Argentine péroniste » et le renouvellement des études sur clientélisme

A la fin de la dernière dictature militaire, en 1983, la « transition démocratique » est conçue par les acteurs politiques et intellectuels dominants comme étant liée au problème de la construction d'institutions stables et compatibles avec la résolution pacifique et non corporatiste des conflits politiques et sociaux. Déjà en 1982, dans le contexte des débats des intellectuels exilés au Mexique, Oscar Landi regret le poids du clientélisme et du corporatisme comme des obstacles de l'accès des classes populaires à un statut citoyen achevé (1982). Guillermo O'Donnell (1993), à son tour, affirme que la faiblesse des institutions politiques argentines favorise des rapports personnalisés, voire clientélares.

Suite à sa défaite électorale en 1983, le péronisme vit des importantes transformations autant du point de vue de son programme et de ses principes d'adhésion que de ces liens avec le monde populaire. Steven Levitsky (2003) analyse les changements organisationnels de ce parti. D'une part, le péronisme débute un processus de désyndicalisation, c'est-à-dire de perte de pouvoir des syndicats dans la structure partisane, au profit de l'aile politique, qui se consolide au fur et à mesure que ses membres arrivent à se faire élire et à contrôler des Etats municipaux et provinciaux. D'autre part, l'aile politique remplace le lien organique avec les classes populaires noué avec les syndicats avec des rapports décentralisés et informels, constitués à travers des réseaux des unités de bases territoriales. Ces unités de base établissent des liens de clientèle avec les classes populaires, en distribuant des biens d'origine publique comme principale activité de légitimation de sa présence territoriale auprès des habitants (Auyero, 2001 ; Levitsky, 2003). Cette transformation coïncide avec un changement de la morphologie de ces groupes sociaux : les politiques économiques d'ouverture économique menées depuis la dictature militaire produisent une crise du monde salarial formel, notamment l'appauvrissement et l'informalisation des classes populaires. Comme le signale Denis Merklen (2005), le péronisme a su répondre à cette transformation en redéfinissant ses liens avec ce monde populaire désalarié. Si

pour Levitsky le péronisme devient un parti à base clientéliste, selon Merklen identifier cette redéfinition ne veut pas dire que le rapport au politique des classes populaires puisse être exclusivement analysé depuis ce prisme, car des nouvelles formes d'organisation et de mobilisation « depuis le bas » apparaissent en mettant en tension les tentatives d'encadrement clientélistes.

Ce lien entre appauvrissement des classes populaires et réponse politique du péronisme est analysé par Javier Auyero (1997 ; 2001), qui identifie la nouvelle centralité d'un type de dirigeant territorial, le médiateur péroniste, connu comme *puntero* dans le langage commun, agissant comme agent d'un réseaux de « résolution de problèmes » liés à la survie de ces classes populaires appauvries et informalisées. J. Auyero affirme ainsi que les réformes néolibérales affaiblissant le rapport des classes populaires aux protections liés à l'emploi salarié ainsi que la présence de l'Etat dans les territoires, rendent ces classes plus disponibles aux incitations à entrer dans des rapports de clientèle (2001). Les dirigeants locaux péronistes apparaissent dans ce contexte comme le *gatekeeper* entre les pauvres et les ressources pour leur survie, distribués par les Etats municipaux et provinciaux. Plus tard une enquête menée dans une mairie gouvernée par les radicaux a montré que les usages des mobilisations clientélistes n'étaient pas la propriété d'un seul parti (Torres, 2002).

Or, l'association entre clientélisme et péronisme devient un lieu commun des sciences sociales argentines. Elle permet par ailleurs d'expliquer que les classes populaires aient gardé leur adhésion vis-à-vis de ce parti même lorsqu'il a basculé dans ses orientations programmatiques, pendant les deux gouvernements de Carlos Menem (1989-1999). Pour Javier Auyero, le « bon péroniste » chez les classes populaires devient « celui qui donne plus des choses » (2001 : p. 214). Pour Danilo Martuccelli et Maristella Svampa (1997), « le clientélisme affectif, expression d'une crise, es une manière relativement stable de définition du lien politique 'depuis le bas' dans le contexte du post-péronisme » (1997 : p. 393).

Encadré : *El puntero* : le clientélisme à la télé

En 2011, la chaîne privée « *El trece* » présente une nouvelle série dont le nom annonce un lien fort avec la réalité politique argentine, notamment avec les

pratiques politiques des classes populaires : *El puntero*. Pablo Aldo Perotti, connu comme *El Gitano* (le gitan), est le *puntero* d'une ville périphérique. Sans le dire, on sait qu'il s'agit de la banlieue de Buenos Aires, le *conurbano*, territoire stigmatisé par la forte présence des rapports de clientèle. *El Gitano* agit comme médiateur entre le maire de cette ville et les habitants d'un quartier populaire très précaire, qui ressemble de près à un bidonville (*villa miseria*). A la différence de ce que les enquêtes empiriques montrent sur ce type de médiateurs (Quirós, 2011; Vommaro, 2007), il n'habite pas dans le quartier où il agit politiquement. En revanche, on le sait car on le suit, il a une maison au centre ville typiquement de classe moyenne, avec une salle où règne un canapé, une télé à écran plat et l'ordinateur. *El Gitano* domine le territoire en mobilisant deux lieutenants : *Levante*, son ami fidèle, et *Lombardo*, un jeune toujours un peu violent, chargé d'organiser la logistique liée à la mobilisation de personnes, notamment pour des manifestations. *El Gitano* songe à devenir maire de la ville, en concurrençant son « patron ». Bien que stéréotypant et simplifiant, on voit dans la série une connaissance assez fine de la dynamique politique entourant les médiateurs territoriaux : les auteurs affirment avoir consulté des travaux des sociologues sur le sujet, dont ceux de Javier Auyero.

Le succès d'audience arrive plus tôt que tard : plus de deux millions de téléspectateurs suivent l'histoire tous les mercredis. Depuis la fin des années 1990, la question du clientélisme est très présente dans les médias ; ceci est plus vrai après la crise politique et sociale de 2001-2002, lorsque le gouvernement provisionnel péroniste d'Eduardo Duhalde met en place un programme massif de distribution d'allocations sociales, le *Plan jefas y jefes de hogar desocupados* : près de deux millions de bénéficiaires reçoivent des aides monétaires. Le traitement médiatique des rapports des classes populaires au politique est dorénavant dominé par la mobilisation du clientélisme comme étiquette morale (Vommaro, 2012). Les entrepreneurs moraux défenseurs des bonnes formes de la politique – des intellectuels, des journalistes, des évêques catholiques, des hommes politiques – dénoncent des usages clientéliers des programmes sociaux. Les acteurs territoriaux s'entre-accusent de manipulation clientélaire des habitants des quartiers populaires. *El puntero* donne les liens de clientèle comme spectacle,

et en ce faisant il permet aux audiences d'entrer dans une réalité très présente dans la façon dont elles s'imaginaient la politique populaire.

Les nouvelles formes d'intervention étatiques sur le monde populaire depuis les années 1990, notamment les politiques de lutte contre la pauvreté, dont le ciblage, la décentralisation et la participation de la société civile sont les trois mots d'ordre, fournissent aux populations pauvres des biens passibles de devenir des objets d'échanges clientélares. Ces biens d'origine publique arrivent aux quartiers populaires distribués par une société civile ne pas toujours en accord avec l'imagination officielle : des unités de base, des églises et des mouvements sociaux gèrent les ressources. Depuis la fin des années 1990 les *piqueteros* participent à cette dynamique de gestion sociale depuis le bas. Des études des sciences politiques sur les logiques de distribution de ces mouvements identifient des mécanismes clientélares (Lodola, 2005). Mobilisant des approches des théories du choix rationnel et des méthodes quantitatives, les politistes se sont en effet beaucoup intéressés par les rapports de clientèle incluant des biens d'origine publique, notamment depuis les années 2000 (Giraudy, 2007). Rebecca Weitz-Schapiro (2012) soutient que seulement dans les districts ayant des taux plus élevés de pauvreté les hommes politiques peuvent distribuer des biens d'origine publique de façon clientéliste, car dans ces contextes ils ne doivent pas payer le prix de la critique des électeurs non pauvres, moins favorables à soutenir ce type de rapports. Ernesto Calvo et Victoria Murillo (2004) soulignent que le choix clientéliste des hommes politiques est lié à leur électorat : si ce dernier est dépendant de postes étatiques pour trouver un emploi, les dirigeants des partis auxquels ils sont liés auront plus de chances de suivre ce type de stratégies. Le parti péroniste, plus lié au monde populaire, est à nouveau signalé comme l'acteur principal de ce type de liens (Brusco et al, 2004 : pp. 69-72 ; Calvo et Murillo, 2004 : p. 751).

Des enquêtes qualitatives ont exploré ces dynamiques politiques des classes populaires à partir de l'observation des échanges où les biens d'origine publique y interviennent. Certains d'entre eux ont insisté en restituer les tensions entre les acteurs territoriaux et les agents étatiques (Merklen, 2005). D'autres ont montré

comment la politique populaire entraîne de nouvelles formes de régulation échappant aux échanges clientélistes, notamment en vertu de la reconfiguration des notions de droit liée à la mise en place des politiques de lutte contre la pauvreté (Colabella, 2012 ; Manzano, 2008). Des tensions morales apparaissent, façonnant une politisation liée au conflit pour la distribution des ressources dans les quartiers populaires (Vommaro, 2007 ; Vommaro et Quirós, 2011). La notion de « travail politique » permet d'appréhender ces dynamiques (Quirós, 2008 ; Vommaro, 2012), car elle habilite à penser ensemble, d'une part, une participation à des espaces politique locaux régulée à la fois par les normes définies par les politiques sociales promouvant cette participation et par des arrangements moraux locaux, et d'autre part, une adhésion toujours partielle à ces espaces, ce que la notion d'identité ne permet pas de saisir (Ferraudi Curto, 2007; Quirós, 2011).

Bibliographie

- Acha, Omar (2004) "Sociedad civil y sociedad política durante el primer peronismo", *Desarrollo Económico*, Vol. 44, N° 174, pp. 199-230.
- Aelo, Oscar H. (2004) "Apogeo y ocaso de un equipo dirigente: el peronismo en la provincia de Buenos Aires, 1947- 1951", *Desarrollo Económico*, Vol. 44, N° 173, pp. 85-107.
- Auyero, Javier (2001) *La política de los pobres. Las prácticas del clientelismo del Peronismo*, Manantial, Buenos Aires.
- Auyero, Javier (comp.) (1997) *¿Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada.
- Barry, Carolina (2003) « Las Unidades Básicas del Partido Peronista Femenino (1949-1955) », in Ramacciotti, K.I y Valobra, A.M. (éd.) *Generando el peronismo. Estudios de cultura, política y género (1946-1955)*, Buenos Aires, Proyecto Editorial.
- Béjar, María Dolores (2004) « La construcción del fraude y los partidos políticos en la Argentina de los años treinta », *Sociohistórica*, n° 15-16, pp. 65-97.
- Bisso, Matías (2011) « El Partido Conservador de la Provincia de Buenos Aires ¿el fraude de las masas? », *Actes du 3^{ème} Atelier Les droites au Cône Sud, XXème*

- siècle*, Université Nationale de Général Sarmiento. Disponible sur : http://www.ungs.edu.ar/derechas/?page_id=74
- Briquet, Jean-Louis (1995) « Les pratiques politiques "officieuses". Clientélisme et dualisme politique en Italie du Sud », *Genèses*, n° 20, pp. 73-94.
- (2006) « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du 'cas italien' », *Genèses*, n° 62, pp. 49-68.
- Brusco, Valeria ; Marcelo Nazareno et Susan C. Stokes (2004) "Vote buying in Argentina", *Latin American Research Review*, Vol. 39, N° 2, pp. 66-88.
- Calvo, Ernesto et Maria Victoria Murillo (2004) "Who Delivers? Partisan Clients in the Argentine Electoral Market", *American Journal of Political Science*, Vol. 48, N° 4, pp. 742-757.
- Cornblit, Oscar (1967) « Inmigrantes y empresarios en la política argentina », *Desarrollo Económico*, Vol. 6, N° 24, pp. 641-691.
- Del Campo, Hugo (1983) *Sindicalismo y peronismo. Los comienzos de un vínculo perdurable*, Buenos Aires, CLACSO.
- Ferrari, Marcela (2008) *Los políticos en la república radical. Prácticas políticas y construcción de poder*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Germani, Gino (1978) *Authoritarianism, Fascism, and National Populism*, New Brunswick, N.J., Transaction Books.
- Landi, Oscar (1982) « Conjeturas políticas sobre la Argentina post-Malvinas », *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 44, No. 4, pp. 1225-1247.
- Levitsky, Steven (2003) "From Labor Politics to Machine Politics: The Transformation of Party-Union Linkages in Argentine Peronism, 1983-1999", *Latin American Research Review*, Vol. 38, N° 3, pp. 3-36.
- Lodola, Germán (2005) "Protesta popular y redes clientelares en la Argentina: El reparto federal del Plan Trabajar (1996-2001)", *Desarrollo Económico*, Vol. 44, N° 176, pp. 515-536.
- Lynch, John (1991) "Las Repúblicas del Río de la Plata", in L. Bethell (Ed.), *Historia de América Latina*, vol. VI, Crítica, Barcelona, pp. 264-315.
- Martuccelli, Danilo y Maristella Svampa (1997) *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*, Buenos Aires, Losada.

- Merklen, Denis (2005) *Pobres ciudadanos. Las clases populares en la era democrática (Argentina, 1983-2003)*, Buenos Aires, Gorla.
- (2003) « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », *Études rurales*, 165-166, p. 171-196.
- Nichter, Simeon (2008) « Vote Buying or Turnout Buying? Machine Politics and the Secret Ballot », *American Political Science Review*, Vol. 102, n° 1, pp 19-31.
- Persello, Ana Virginia (2000) “Los gobiernos radicales: debate institucional y práctica política”, in Ricardo Falcón (dir.), *Democracia, conflicto social y renovación de ideas, 1916-1930*, Buenos Aires, Sudamericana, pp. 59-99.
- (2011) « La Unión Cívica Radical. De los orígenes a la emergencia del peronismo », *Iberoamérica global*, vol.4 N°2, pp. 80-98.
- Quirós, Julieta (2006) *Cruzando la Sarmiento. Los piqueteros en la trama social del sur del Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Antropofagia/Centro de Antropología social, IDES.
- (2011) *El porqué de los que van. Peronistas y piqueteros en el Gran Buenos Aires (una antropología de la política vivida)*. Buenos Aires, Antropofagia.
- Rock, David (1972) « Machine Politics in Buenos Aires and the Argentine Radical Party, 1912-1930 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 4, N° 2, pp. 233-256.
- Stokes, Susan C. (2005) “Perverse Accountability: A Formal Model of Machine Politics with Evidence from Argentina”, *American Political Science Review*, Vol. 99, N° 3, pp. 315-325.
- Tato, María Inés (2001) « Crónica de un desencanto: una mirada conservadora de la democratización de la política, 1911-1930 », *Estudios Sociales*, n° 20, pp. 143-163.
- Torre, Juan Carlos (1990) *La vieja guardia sindical y Perón. Sobre los orígenes del peronismo*, Buenos Aires, Sudamericana.
- Torres, Pablo José (2002) *Votos, Chapas y Fideos. Clientelismo Político y Ayuda Social*, La Plata, de La Campana.
- Vommaro, Gabriel Vommaro, Gabriel (2007) « ‘Acá no conseguís nada si no estás en política’. Los sectores populares y la participación en espacios barriales

de sociabilidad política », *Anuario de Estudios en Antropología Social* 2006, pp. 161-178.

(2009) « Diez años de ¿Favores por votos? El clientelismo como concepto y como etiqueta moral », en Eduardo Rinesi, Gabriel Vommaro y Matías Muraca (comps.), *“Si este no es el pueblo...”. Hegemonía, populismo y democracia en Argentina*, Buenos Aires, UNGS/UNMDP, pp. 141-158.

Vommaro, Gabriel et Julieta Quirós (2011) « 'Usted vino por su propia decisión': repensar el clientelismo en clave etnográfica », *Desacatos. Revista de Antropología Social*, n° 36, pp. 65-84.

Weitz-Shapiro, Rebecca (2012) « What Wins Votes: Why Some Politicians Opt Out of Clientelism », *American Journal of Political Science*, Vol. 56, N° 3, pp. 568-583.